

ENTPE
1^{ère} Année
Epreuve de sociologie générale
8 Avril 2016

1 : Question de cours (8 points)

Après avoir défini ce que signifie la notion de paradigme, vous présenterez de façon synthétique les grands pôles qui structurent la sociologie. Soyez précis(e) sur les auteurs et les concepts clefs.

2 : Analyse documentaire (12 points)

- Analysez l'article de presse ci dessous, résumez la polémique et faites ressortir les principaux arguments des quatre sociologues interviewés. (4 points)
- Produisez un commentaire de cet article sous l'angle des ressources que proposent les savoirs, méthodes et théories sociologiques pour appréhender la réalité complexe des phénomènes et des problèmes sociaux, et ainsi faire front aux terribles simplifications qu'offre le spectacle politico-médiatique. (8 points)



Terrorisme

« Culture de l'excuse » : les sociologues répondent à Valls

Par [Sonya Faure](#) , [Cécile Daumas](#) et [Anastasia Vécrin](#) — 12 janvier 2016 à 13:10

«Expliquer le jihadisme, c'est déjà vouloir un peu excuser.» Samedi, le Premier ministre a exprimé, une nouvelle fois, sa défiance envers l'analyse sociale et culturelle de la violence terroriste. Une accusation qui passe mal auprès des intellectuels.

En matière de terrorisme, Manuel Valls ferait-il un déni de savoir ? Voilà trois fois qu'il s'en prend à tous ceux, sociologues et chercheurs, qui tentent de comprendre les violences contemporaines. Samedi, lors de la commémoration de l'attaque contre l'Hyper Cacher, le Premier ministre a de nouveau rejeté toute tentative d'explication à la fabrique de jihadistes. *«Pour ces ennemis qui s'en prennent à leurs compatriotes, qui déchirent ce contrat qui nous unit, il ne peut y avoir aucune explication qui vaille ; car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser.»* Au Sénat, le 26 novembre, il avait déjà porté la charge : *«J'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses et des explications culturelles ou sociologiques à ce qu'il s'est passé.»* Et la veille, le 25 novembre, devant les députés : *«Aucune excuse ne doit être cherchée, aucune excuse sociale, sociologique et culturelle.»*

Pourquoi ce rejet ? Ces déclarations s'inscrivent dans une remise en cause bien plus large de la sociologie qui, à force de chercher des explications, donnerait des excuses aux contrevenants à l'ordre social. Aujourd'hui, il s'agit de jihadisme, hier, de délinquance. Cette dénonciation du «sociologisme» était un discours plutôt porté par la droite jusqu'ici. Manuel Valls innove sur ce terrain – soutenu par des journalistes [comme Philippe Val](#) (dans *Malaise dans l'inculture*, Grasset, 2015) – quitte à se couper encore un peu plus avec les intellectuels de gauche. En 2015, il les sommait de donner de la voix [contre le Front national](#) ; aujourd'hui, il répète leur inutilité. Face à un Valls multirécidiviste, la colère monte. *«Il n'y a que la sociologie qui peut expliquer pourquoi la France est gouvernée par un PM [Premier ministre, ndlr] si médiocre. Mais ce n'est pas une excuse»*, tweetait dimanche l'historien des images André Gunthert. Même le pondéré Marcel Gauchet, historien et philosophe, juge [«particulièrement regrettable» la phrase de Valls](#). *«Pour bien combattre un adversaire, a-t-il rappelé lundi à la matinale de France Inter, il faut le connaître. C'est le moyen de mobiliser les esprits et de donner une efficacité à l'action publique.»*

Mais sur le fond, la sociologie se confond-elle vraiment avec la culture de l'excuse ? Comprendre n'est ni excuser ni déresponsabiliser, rappelle le sociologue Bernard Lahire dans un essai qui vient de paraître (*lire ci-dessous*). Le propre de la recherche est de mettre à jour les déterminismes sociaux et replacer l'individu dans des interactions aussi fortes que souterraines. La sociologie n'a donc pas pour but de juger ou de rendre irresponsable, c'est à la justice d'effectuer ce travail. Pourquoi alors une telle hargne contre l'analyse sociologique ? *«En fait,*

écrit Lahire, *la sociologie vient contrarier toutes les visions enchantées de l'Homme libre, autodéterminé et responsable.*» Or, Valls, dans sa rénovation du socialisme, souhaite promouvoir un être responsable. En dénonçant la culture de l'excuse, il souscrit à cette vision libérale de l'individu.

Au sein d'une autre gauche pourtant, certains revendiquent le mot. *«Excuser, c'est un beau programme, estime le philosophe et sociologue Geoffroy de Lagasnerie (dans Juger: l'Etat pénal face à la sociologie, Fayard, 2016). Il prend en compte avec générosité et rationalité la manière dont les vies sont formées, les violences que les gens ont subies.»* Un mot qu'il veut revaloriser dans les pratiques juridiques. *«Aujourd'hui, la justice utilise déjà un savoir (psychiatrique) pour lever, parfois, la responsabilité (dans les cas de troubles mentaux). Pourquoi ne pourrait-on pas utiliser de la même manière le savoir sociologique ? Ne serait-ce pas une conquête de la raison sur les pulsions répressives et de jugement?»* (lire ci-dessous).

Plus largement, l'attitude de Valls serait symptomatique d'un déni de tout savoir sur la compréhension de la violence. *«Ce qui s'est passé ressemble à une opération de non-penser de grande envergure, explique le philosophe Alain Badiou à Libération. De toute évidence, les pouvoirs ont intérêt à bloquer la chose dans son caractère incompréhensible.»*

A l'inverse de Valls, on pourrait reprocher aux sociologues de ne pas assez expliquer. Les accusations répétées contre cette discipline sont peut-être aussi le reflet d'une déception. Celle d'une sociologie privilégiant les études qualitatives et l'enquête de terrain au détriment du chiffre et d'une vision globale de la société – voire du travail avec les politiques. Quatre sociologues réagissent aux propos du Premier ministre.

Bernard Lahire :

«Il rompt avec l'esprit des Lumières»

«Déclaration après déclaration, Manuel Valls manifeste un rejet public très net de toute explication des attentats de 2015. Il ramène toute explication à une forme de justification ou d'excuse. Pire, il laisse penser qu'existerait une complicité entre ceux qui s'efforcent d'expliquer et ceux qui commettent des actes terroristes. Il fait odieusement porter un lourd soupçon sur tous ceux qui ont pour métier d'étudier le monde social. Ce discours est problématique à trois égards.

«Tout d'abord, le Premier ministre, comme tous ceux qui manient l'expression "culture de l'excuse", confond explication et justification. Il accuse les sciences sociales d'excuser, montrant par là son ignorance. Tout le monde trouverait ridicule de dire qu'en étudiant les phénomènes climatiques, les chercheurs se rendent complices des tempêtes meurtrières. C'est pourtant bien le type de propos que tient Manuel Valls au sujet des explications scientifiques sur le monde social. Non, comprendre ou expliquer n'est pas excuser. Nous ne sommes ni des procureurs, ni des avocats de la défense, ni des juges, mais des chercheurs, et notre métier consiste à rendre raison, de la façon la plus rigoureuse et la plus empiriquement fondée, de ce qui se passe dans le monde social.

«Ensuite, le Premier ministre préfère marteler un discours "guerrier", qui met en scène une fermeté un peu puérile censée rassurer tout le monde (mais qui ne fait qu'entretenir les peurs), plutôt que de prendre le recul nécessaire à la bonne gestion des affaires humaines. En faisant de la surenchère verbale pour clamer l'intransigeance du gouvernement, il prouve la montée dans l'espace public des discours d'autorité et des thématiques sécuritaires. Il devient ainsi une

sorte de superministre de l'Intérieur. Il se cantonne dans un registre affectif au lieu de tenir un discours de raison, fondée sur une connaissance des réalités en jeu.

«Enfin, il rompt avec l'esprit des Lumières, qui est pourtant au fondement de notre système scolaire, de l'école primaire à l'université : doit-on demander aux professeurs d'histoire et de géographie, de sciences économiques et sociales ou de philosophie de cesser de mettre en question les évidences, de cesser d'argumenter, d'expliquer et de transmettre les connaissances accumulées sur la société ? A écouter certains de nos responsables politiques, on pourrait en déduire qu'une démocratie a besoin de policiers, de militaires, d'entrepreneurs et de professeurs de morale mais en aucun cas de savants. Ceux qui sont censés nous gouverner ont bien du mal à se gouverner eux-mêmes. Du calme et de la raison : voilà ce dont nous aurions besoin.»

Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue «culture de l'excuse», La Découverte, janvier 2016.

Farhad Khosrokhavar :

«Il flatte une opinion publique blessée»

«La position de Manuel Valls sur les excuses sociologiques du terrorisme est indigne. Le Premier ministre semble oublier que la sociologie, en regardant à la loupe les trajectoires de jihadistes, peut donner des clés de compréhension et donc des pistes pour en sortir. J'ai travaillé pendant plus de vingt ans sur les phénomènes de radicalisation, ce sont des sujets complexes qui ne peuvent être balayés d'un revers de main. Expliquer ne veut pas dire justifier. Mais dire l'état d'esprit de ces acteurs, c'est donner un sens et rendre intelligible le phénomène.

«Contextualiser permet de combattre les différentes formes de radicalisation et d'examiner de quelle façon la société peut y parer. Plus que jamais, on devrait donc analyser plutôt que d'abandonner ces phénomènes à des impensés. Comprendre, c'est précisément restituer, pénétrer l'intentionnalité des acteurs. Empathie ne veut pas dire sympathie. Dire qu'expliquer, c'est en partie excuser équivaut à dire qu'il ne faut surtout pas chercher à comprendre. C'est faire des jihadistes des bêtes féroces, ou alors des fous. Cette seconde hypothèse existe en partie. J'ai d'ailleurs souligné les fragilités mentales de certains. Pour les autres, il ne reste que la première, celle des bêtes féroces, qui consiste à souligner leur inhumanité et dire «on les tue». D'ailleurs, à la suite à la récente attaque dans un commissariat du XVIII^e arrondissement de Paris, personne ne s'est interrogé sur la mort de l'assaillant.

«Finalement, il n'est pas vraiment question de sociologie. Le Premier ministre cherche à prendre des positions électoralement rentables comme il le fait avec [la déchéance de la nationalité](#). Il tente de flatter une opinion publique blessée, en plein désarroi. La réalité demeure qu'il existe en Europe une armée de réserve jihadiste dont les acteurs sont des jeunes Européens souffrant d'exclusion sociale ou ayant grandi en banlieues. Pour la neutraliser sur le long terme, la mort ou la prison ne suffiront pas. Il faudra la neutraliser par des mesures socio-économiques, faire sortir du ghetto ces jeunes et inventer un nouveau mode d'urbanisme et de socialisation. Et pour cela, mobiliser l'ensemble des sciences sociales.»

Avec David Bénichou et Philippe Migaux, *Le jihadisme. Le comprendre pour mieux le combattre*, Plon, 2015.

Nilüfer Göle :

«Il franchit une nouvelle étape dans le débat sur l’islam»

«En accusant la sociologie de propager une culture de l’excuse, Manuel Valls franchit une nouvelle étape dans le débat autour de l’islam. Cette dynamique est une régression intellectuelle qui va de pair avec une politique basée sur la construction d’ennemis. En 2002 déjà, Oriana Fallaci, journaliste italienne de renom, appelait à ignorer "le chant" des intellectuels et leur prétendue tolérance pour pouvoir librement et courageusement exprimer la rage contre l’islam. Depuis, la rhétorique anti-intellectuelle ne cesse de se propager, trouvant d’autres porte-parole aussi bien à droite et à gauche, et ce dans toute l’Europe.

«En érigeant la liberté d’expression comme une arme dans la bataille contre l’islam, un appel à l’intransigeance gagne du terrain. A chaque étape, les tabous tombent les uns après les autres, on cherche à se libérer de la culpabilité du passé colonial, on annonce la fin du multiculturalisme, on refuse l’appellation raciste, et on ridiculise la pensée bienveillante, «politiquement correcte». C’est la sociologie, accusée d’être porteuse de cette culture de l’excuse, qui entraverait la fermeté des politiques publiques.

«Certes, on ne peut pas expliquer des actes de violence par les seuls facteurs d’inégalités et d’exclusion. Ce serait bien trop superficiel. Mais il est tout aussi paradoxal d’ignorer que c’est par les enquêtes sociologiques que nous comprenons comment l’islam, les musulmans "ordinaires" comme les "jihadistes", font partie des sociétés européennes. Le confort des frontières qui séparent les citoyens de "souche" de ceux issus de l’immigration a disparu. Les attaques terroristes en témoignent d’une manière violente et tragique. Les débats sur la présence des musulmans, la visibilité des signes religieux dans la vie de la cité en sont aussi la preuve. Le souhait de ne pas faire l’amalgame entre les différents musulmans n’a plus vraiment cours depuis le 13 Novembre. Vouloir juxtaposer une communauté monolithique de la nation avec la société, qui est de plus en plus constituée de citoyens aux multiples appartenances, est pourtant une nostalgie du passé républicain. Le désir d’adhérer à l’identité nationale et d’expulser ceux qui ne font pas corps avec la nation et ses valeurs conduit à une impasse politique. Plus que jamais, la sociologie peut nous aider à comprendre la possibilité de faire lien et de faire cité.»

Musulmans au quotidien. Une enquête européenne sur les controverses autour de l’islam, La Découverte, 2015.

Geoffroy de Lagasnerie :

«Excuser, c’est un beau programme de gauche»

«Je revendique totalement le mot "excuse". C’est un beau mot. Dans le débat rituel sur "explication", "compréhension" et "excuse", les deux attitudes qui s’affrontent me paraissent problématiques et me gênent beaucoup. Celle qui nie, comme Manuel Valls, la pertinence même de la sociologie : le déterminisme n’existerait pas, les individus seraient responsables de leurs actes. Cette position a au moins le mérite de la cohérence. Elle sent bien que le savoir sociologique met en crise les fondements du système de la responsabilité individuelle, du jugement et de la répression ; mais comme elle veut donc laisser intact ce système, elle doit nier la pertinence de la vision sociologique du monde.

«La deuxième position me paraît la plus étrange et incohérente. C’est celle de nombreux sociologues ou chercheurs en sciences sociales qui font un usage dépolitisant de leur pratique et leur savoir, et qui affirment ainsi que la tâche de connaître les phénomènes – qui relèverait

de la "connaissance" – ne doit pas être confondue une prise de position critique sur les institutions – qui relève de l'engagement –, ou que comprendre un système relèverait de la science quand la responsabilité relèverait du droit, en sorte que nous aurions affaire ici à deux mondes différents. Expliquer ne serait pas excuser. Comment peut-on à ce point désamorcer la portée critique de la sociologie ?

«Je pense qu'il faut récupérer le mot d'excuse. On cède trop facilement aux offensives de la pensée réactionnaire ou conservatrice. Excuser, c'est un beau programme de gauche. Oui, c'est un beau mot "excuser", qui prend en compte avec générosité et rationalité la manière dont les vies sont formées, les violences que les gens ont subies, les cadres dans lesquels ils vivent, etc. Il faut revaloriser ce mot dans la culture juridique et politique. C'est d'autant plus légitime que le droit prévoit déjà des excuses – ce qui montre à quel point des deux côtés, le débat se fonde sur une ignorance du fonctionnement du droit contemporain.

«On peut penser à "l'excuse de minorité" pour les enfants, mais aussi à l'irresponsabilité pénale pour les malades mentaux. Aujourd'hui, la justice utilise déjà un savoir (psychiatrique) pour lever, parfois, la responsabilité (dans les cas de troubles mentaux). Pourquoi ne pourrait-on pas utiliser de la même manière le savoir sociologique ? J'ai assisté à de nombreux procès d'assises pour mon dernier livre. A plusieurs d'entre eux, les accusés étaient des SDF : ils boivent, ils se battent, l'un d'entre eux tombe et meurt. Je pourrais très bien comprendre qu'on déclare ce SDF irresponsable de ces coups mortels, ou qu'on atténue sa responsabilité, en raison de la façon dont son geste fut prescrit et engendré par la situation dans laquelle il s'est trouvé pris. Ne serait-ce pas une conquête de la raison sociologique et politique sur les pulsions répressives et de jugement ?»

Juger, l'Etat pénal face à la sociologie, Fayard, janvier 2016